**Lettre ouverte aux élus creusois**

*A Guéret, le 28 mai 2015*

Mesdames et Messieurs les élus,

Il est temps de rentrer dans le XXIème siècle. C’est l’heure des réformes indispensables. Il faut moderniser notre action. Nous promettons l’action et le dynamisme. Voilà ce que les concitoyens électeurs peuvent lire en introduction des programmes électoraux et des professions de foi.

La charte de la ruralité est un élément indispensable qui permettra justement de réaliser ces promesses de dynamisme et d’implication dans la vie locale. Cette charte est un plan contractualisé pour une organisation moderne et efficace de notre tissu scolaire creusois. Elle permettra à chacun de faire valoir son point de vue afin d’établir un projet cohérent sur chaque territoire. Elle protégera notre département des cartes scolaires annuelles et brutales durant toute la période de mise en place de notre projet départemental.

Tous les départements de grande ruralité (Lozère, Cantal) et même d’autres (Lot, Allier…) se sont engagés dans cette charte.

Alors, pourquoi pas nous ?

Il est temps de mettre de côté les ambitions politiques individuelles. L’heure n’est pas à se demander si c’est bon pour les prochaines élections. Nous rentrons dans une phase de redécoupage des régions. Les inquiétudes sont grandes quant au devenir et au poids que représentera la Creuse dans cette immense région que l’on nous propose y compris en matière d’éducation. Alors pourquoi se priver de cette charte protectrice ?

Celle-ci représente aujourd’hui l’opportunité de fédérer les acteurs du territoire concernés par la jeunesse et l’éducation autour d’un projet plus ambitieux et d’entamer un travail de réflexion et de construction d’une meilleure offre pour l’éducation en Creuse.

Les opposants à la charte prédisent des fermetures de postes en masse si nous la signons. Faux !

Si nous ne signons pas, alors les 5 postes promis par le ministère ne seront pas attribués, le département restera dans ce long processus de cartes scolaires annuelles et destructrices de moyens. Les classes continueront à disparaitre avec toujours plus de niveaux dans celles qui restent.

Que proposent ces opposants, à la place ?

Rien, sinon d’attendre les prochaines cartes scolaires en commençant à fourbir banderoles et haut-parleurs et espérer un petit encart médiatique aux printemps prochains.

Alors mesdames et messieurs les élus, de grâce, engagez-vous dans la voie de ce que vous avez promis lors de vos campagnes et signez cette charte de la ruralité si vous ne voulez pas que la Creuse devienne la plus grande ZAD de France !

*L’équipe du Se-Unsa Creuse*